

MODELES DE MENTIONS D'INFORMATION RGPD

(OBLIGATION DE TRANSPARENCE, ART. 12, 13 & 14 DU RGPD)

Depuis l'entrée en vigueur du Règlement général sur la protection des données, les responsables de traitement sont tenus d'informer les personnes concernées sur l'utilisation de leurs données personnelles, les droits qu'ils peuvent exercer et les coordonnées du DPO ou à défaut de la personne en charge de la protection des données au sein du cabinet.

Le RGPD impose au responsable de traitement de fournir aux personnes concernées, au moment de la collecte des données, une information complète, précise, transparente, compréhensible et aisément accessible sur les traitements de données qu'il met en œuvre.

Les modalités de fourniture et de présentation de cette information doivent être adaptées au contexte. Cette transparence permet aux personnes concernées :

- de connaître la raison précise de la collecte des différentes informations personnelles les concernant ;
- de comprendre l'usage qui sera fait de ces informations (qui pourra les consulter, dans quel contexte, pendant quelle durée, etc.) ;
- d'assurer la maîtrise de leurs données en facilitant l'exercice de leurs droits.

De manière générale, le responsable doit porter à la connaissance de la personne concernée l'ensemble des informations suivantes prévues par les articles 13 (collecte directe) et 14 (collecte indirecte) du RGPD.

Vous trouverez ci-après quelques modèles de mentions informatives spécifiques à certains traitements susceptibles d'être mis en place dans votre cabinet :

- Mentions d'information en cas de formulaire de collecte de données
- Mentions d'information pour un dispositif de vidéosurveillance sur les lieux de travail
- Mentions d'information en matière de recrutement
- Mentions d'information en cas d'enregistrement de conversations téléphoniques
- Mentions d'information en cas de prospection commerciale électronique par collecte des données au sein d'un formulaire (cas prospect – B to C)
- Mentions d'information en cas de prospection commerciale par voie postale pour les personnes n'ayant pas manifesté d'opposition
- Mentions d'information en cas de prospection commerciale électronique pour des services analogues à ceux qui ont été sollicités par le client
- Modèle de page de données personnelles pour le site internet du cabinet
- Mentions d'information pouvant être affichées ou lues aux personnes se rendant au cabinet pour un premier rendez-vous (affichette) / reportées en signature de mail pour les échanges avec les clients

Ces modèles doivent être adaptés en fonction de la finalité des traitements, des modalités de la collecte et de la base légale retenue, du transfert éventuel vers des pays tiers, et des garanties appropriées prises.

Bases légales et droits activables en fonction

DROITS BASE LEGALE	<i>Droit d'accès</i>	<i>Droit de rectification</i>	<i>Droit d'effacement</i>	<i>Droit de limitation</i>	<i>Droit à la portabilité</i>	<i>Droit d'opposition</i>
Consentement (article 6 (1) a du RGPD)	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	Retrait du consentement (avec réversibilité)
Exécution d'un contrat ou exécution de mesures précontractuelles (article 6 (1) b du RGPD)	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON
Obligation légale (article 6 (1) c du RGPD)	OUI	OUI	OUI**	OUI	NON	NON
Sauvegarde des intérêts vitaux (article 6 (1) d du RGPD)	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	NON
Exécution d'une mission d'intérêt public (article 6 (1) e du RGPD)	OUI	OUI	NON	OUI	NON	OUI si raisons tenant à la situation particulière de la personne concernée
Intérêt légitime* (article 6 (1) f du RGPD)	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	OUI si raisons tenant à la situation particulière de la personne concernée

* Lorsque le traitement est fondé sur l'intérêt légitime, il est nécessaire d'indiquer précisément les intérêts légitimes poursuivis (lutte contre la fraude, sécurisation du système, etc.).

** Si le traitement répond aux conditions suivantes :

1. les données à caractère personnel ne sont plus nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles ont été collectées ou traitées d'une autre manière ; ou
2. les données à caractère personnel ont fait l'objet d'un traitement illicite ; ou
3. les données à caractère personnel doivent être effacées pour respecter une obligation légale qui est prévue par le droit de l'Union ou par le droit de l'État membre auquel le responsable du traitement est soumis.

Ressources utiles

- [Conformité RGPD : comment informer les personnes et assurer la transparence ?](#)
- [Exemples de mentions d'information](#)
- [Lignes directrices du Comité européen de protection des données sur la transparence](#)

Légendes pour les modèles

[mots, phrase]	A modifier ou adapter en fonction de la situation
[mots, phrase]	Eléments explicatifs à retirer pour la version finale

Mentions d'information en cas de formulaire de collecte de données à caractère personnel

Les informations collectées sont enregistrées dans un fichier [papier/informatisé] par le cabinet [identité et coordonnées du cabinet responsable de traitement] pour [finalité du traitement]. La collecte de ces données est obligatoire et strictement nécessaire au bon traitement de la demande.

La base légale du traitement est [base légale] [si la base légale est l'intérêt légitime, définir la teneur de ces intérêts poursuivis par le responsable du traitement].

Les données collectées seront communiquées aux seuls destinataires suivants : [destinataires].

Les données sont conservées pendant [durée de conservation des données prévue par le responsable du traitement ou critères permettant de la déterminer].

[S'il y a un transfert de données hors UE] Les données sont transférées vers un pays tiers adéquats [le nommer] / Les données sont transférées vers un pays tiers non adéquats via [définir le mécanisme de transfert prévu présentant des garanties appropriées].

Conformément à la réglementation en vigueur, vous pouvez accéder aux données vous concernant, les rectifier, demander leur effacement ou exercer votre droit à la limitation du traitement de vos données.

[En fonction de la base légale du traitement]

[si la base légale est le consentement] Vous pouvez retirer à tout moment votre consentement au traitement de vos données.

[si la base légale est l'intérêt légitime ou l'exécution d'une mission d'intérêt public] Vous pouvez également, pour des raisons tenant à votre situation particulière, vous opposer au traitement de vos données.

[si la base légale est le consentement ou l'exécution du contrat] Vous pouvez également exercer votre droit à la portabilité de vos données.

Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le traitement de vos données personnelles, votre demande doit être exercée auprès [noms et coordonnées (postale, électronique, téléphonique) du DPO / du référent RGPD / de l'avocat responsable de traitement en charge de l'exercice de ces droits] ou directement via ce formulaire [si formulaire d'exercice des droits mis en place par le cabinet].

En tout état de cause, vous avez la possibilité de contacter la CNIL ou de consulter le site cnil.fr pour plus d'informations sur l'étendue de vos droits et introduire une réclamation le cas échéant.

Mentions d'information pour un dispositif de vidéosurveillance sur les lieux de travail

[Rappel : le recours à la vidéosurveillance doit répondre à un objectif de sécurité des biens et des personnes proportionné à la situation et à votre activité. En cas de vidéosurveillance, le cabinet, responsable de traitement, doit informer ses membres ainsi que les visiteurs occasionnels (clients, prestataires, etc.) par exemple en utilisant deux niveaux d'information :]

NIVEAU 1 : SUR UN PANNEAU D'INFORMATION AFFICHE DANS LES LOCAUX DU CABINET :

Etablissement placé sous vidéosurveillance par le cabinet **[nom du cabinet]** pour la sécurité des personnes et des biens.

Les images sont conservées pendant un mois et peuvent être visionnées, en cas d'incident, par le personnel habilité du cabinet **[nom du cabinet]** et par les forces de l'ordre.

Pour exercer vos droits, notamment votre droit d'accès aux images qui vous concernent ou pour toute information sur ce dispositif, vous pouvez contacter **[noms et coordonnées (postale, électronique, téléphonique) du DPO / du référent RGPD / de l'avocat responsable de traitement en charge de l'exercice de ces droits]**, par voie postale à l'adresse suivante : **[coordonnées postales]** ou par voie électronique **[adresse email]**.

Pour en savoir plus sur la gestion de vos données personnelles et de vos droits, veuillez consulter

- **[Pour les membres du cabinet]** l'intranet ou le règlement intérieur du cabinet, rubrique « politique de protection des données »
- **[Pour les visiteurs occasionnels]** la notice d'information complète mise à votre disposition

NIVEAU 2 : DANS LE REGLEMENT INTERIEUR OU SUR L'INTRANET DU CABINET (POUR LES MEMBRES DU CABINET) OU DANS UNE NOTICE D'INFORMATION COMPLETE MISE A DISPOSITION (POUR LES VISITEURS OCCASIONNELS) :

Objet du traitement :

Le cabinet **[nom]**, **[forme de la société]**, situé **[adresse postale]** a placé ses locaux sous vidéosurveillance afin d'assurer la sécurité de son personnel et de ses biens.

Les images enregistrées dans ce dispositif ne sont pas utilisées à des fins de surveillance du personnel ni de contrôle des horaires.

La base légale du traitement est l'intérêt légitime (cf. art. 6.1 f) du RGPD) du responsable de traitement pour la sécurité des personnes et des biens.

Données et catégories de personnes concernées :

Les membres du cabinet (salariés, collaborateurs, associés, stagiaires, alternants, etc.) sont filmés par le dispositif.

Les visiteurs occasionnels (prestashops, clients, etc.) des locaux du cabinet sont également susceptibles d'être filmés.

Destinataires :

Les images peuvent être visionnées, en cas d'incident, par le personnel habilité du cabinet, et plus précisément [indiquer la personne en charge] et par les forces de l'ordre.

Le personnel en charge de la maintenance du matériel peut également accéder aux images à cette seule fin.

Durée de conservation :

Les images sont conservées un mois.

En cas d'incident lié à la sécurité des personnes et des biens, les images de vidéosurveillance peuvent néanmoins être extraites du dispositif. Elles sont alors conservées sur un autre support le temps du règlement des procédures liées à cet incident et accessibles aux seules personnes habilitées dans ce cadre.

Droit des personnes :

Vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement.

Vous disposez également d'un droit d'opposition et d'un droit à la limitation du traitement de vos données.

Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le traitement de vos données dans ce dispositif, vous pouvez contacter **[noms et coordonnées (postale, électronique, téléphonique) du DPO / du référent RGPD / de l'avocat responsable de traitement en charge de l'exercice de ces droits] ou directement via ce formulaire [si formulaire d'exercice des droits mis en place par le cabinet]**.

En tout état de cause, vous avez la possibilité de contacter la CNIL ou de consulter le site cnil.fr pour plus d'informations sur l'étendue de vos droits et introduire une réclamation en ligne le cas échéant.

Mentions d'information en matière de recrutement (réception, analyse et traitement des candidatures)¹

Les données recueillies à l'occasion de l'examen de votre candidature font l'objet d'un traitement informatisé par le service des ressources humaines de notre cabinet **[identité de l'employeur à mentionner]** lui permettant de gérer le processus de recrutement de ses futurs collaborateurs. Ce traitement a pour fondement juridique **[exécution de mesures précontractuelles ou intérêt légitime en cas de constitution d'une base de CV - CVthèque]**.

Le traitement déployé par le service des ressources humaines a pour finalités de :

- gérer le processus de recrutement ;
- accomplir des formalités obligatoires et alimenter le dossier administratif des candidats retenus.
- si vous y consentez, les informations fournies pourront enrichir notre CVthèque ou servir à répondre à d'autres offres d'emploi.

Pour répondre à ces finalités, seules des informations personnelles strictement nécessaires à l'appréciation de votre capacité à occuper l'emploi proposé ou à la mesure de vos aptitudes professionnelles vous seront demandées pendant la phase de sélection. À cette fin, nous vous demanderons des données relatives aux diplômes que vous avez obtenus, à vos expériences professionnelles, à vos compétences et aptitudes professionnelles en lien avec le poste proposé. La non-fourniture de ces données rendra impossible votre participation au processus de recrutement.

Dans le cas où votre candidature serait retenue pour la conclusion d'un contrat, nous vous demanderons des informations et justificatifs nécessaires à l'accomplissement des formalités obligatoires. La transmission de ces informations conditionne la conclusion du contrat de travail pour les candidats retenus. En outre, la communication de certaines catégories d'information et justificatifs (état civil, domicile, numéro d'immatriculation à la sécurité sociale, régularité de séjour, etc.) a un caractère réglementaire pour les candidatures retenues. En conséquence, la non-fourniture de ces données rendra impossible la conclusion du contrat de travail.

[S'il y a un transfert de données hors UE] Les données sont transférées vers un pays tiers adéquats [le nommer] / Les données sont transférées vers un pays tiers non adéquats via [définir le mécanisme de transfert prévu présentant des garanties appropriées].

Les données sont conservées pendant la durée nécessaire à l'aboutissement du processus de recrutement.

¹ Pour en savoir plus, nous vous invitons à consulter le guide recrutement édicté par la CNIL :

https://www.cnil.fr/sites/default/files/atoms/files/guide_-_recrutement.pdf

Les données concernant les candidats retenus seront intégrées dans leur dossier administratif et seront conservées pendant la durée de conservation applicable à celui-ci (soit jusqu'à cinq ans après la fin de la relation de travail).

[Option 1 : A l'issue du processus de recrutement, les données concernant les candidats non retenus seront conservées trois mois afin que ces derniers puissent obtenir des explications sur les raisons ayant conduit à cette décision].

[Option 2 : Après avoir recueilli, le cas échéant, leur consentement, les données des candidats non retenus seront conservées exclusivement en vue d'alimenter une CVthèque et de leur proposer, le cas échéant, de nouvelles offres d'emploi, pendant une période de [durée à mentionner – cette période ne devrait pas excéder deux ans à compter du dernier contact avec le candidat].

[Option 3 : Les données concernant les candidats non retenus pourront être conservées en base d'archivage intermédiaire à des fins probatoires afin de se prémunir notamment contre d'éventuelles actions pour discrimination, pour une durée de [durée à mentionner – cette période ne devrait pas excéder cinq ans à compter de la date de décision d'embauche du candidat retenu].

Votre dossier est traité de manière confidentielle. Seuls ont accès aux données à caractère personnel y figurant les responsables des services intéressés par votre candidature (chargés de recrutement, managers, etc.). En cas d'issue positive au processus de recrutement, afin de finaliser le recrutement, le service des ressources humaines sera amené à transmettre certaines des informations recueillies aux organismes informés de votre embauche (notamment assurance-chômage, assurance-maladie, retraite, mutuelle).

Vous avez le droit d'accéder à vos données à caractère personnel. Vous disposez, par ailleurs, des droits de rectification et d'effacement de ces données ainsi que du droit de limiter le traitement.

[En fonction de la base légale du traitement]

[si la base légale est l'intérêt légitime] Vous pouvez également, pour des raisons tenant à votre situation particulière, vous opposer au traitement de vos données.

[si la base légale est l'exécution du contrat] Vous pouvez également exercer votre droit à la portabilité de vos données.

Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le traitement de vos données personnelles, votre demande doit être exercée auprès **[noms et coordonnées (postale, électronique, téléphonique) du DPO / du référent RGPD / de l'avocat responsable de traitement en charge de l'exercice de ces droits] ou directement via ce formulaire [si formulaire d'exercice des droits mis en place par le cabinet].**

En cas de difficultés, vous pouvez saisir la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) d'une réclamation.

Mentions d'information en cas d'enregistrement de conversations téléphoniques

Lorsque l'enregistrement est possible, et si le recours à ce type de traitement est proportionné à votre situation et à votre activité, afin qu'il respecte la réglementation en matière de protection des données à caractère personnel, le cabinet doit indiquer aux personnes concernées l'ensemble des mentions prévues à l'article 13 du RGPD directement par l'avocat ou via un message enregistré, en début de conservation. Il est également possible de prévoir des options pour obtenir une information plus détaillée, comme un renvoi vers le site internet du cabinet (les mentions légales ou la politique de confidentialité par exemple) ou une touche sur le téléphone pour obtenir une information exhaustive. Pour en savoir plus sur les mesures à mettre en place : <https://www.cnil.fr/fr/lecoutre-et-lenregistrement-des-appels-sur-le-lieu-de-travail>.

Vous êtes informé(e) que le cabinet, en sa qualité de responsable de traitement (**[coordonnées postale et mail]**), met en œuvre un traitement de données à caractère personnel de gestion des enregistrements des conversations téléphoniques à des fins de **[amélioration de la qualité des réponses, formation / évaluation des personnels, preuve à l'établissement d'un contrat ou l'accomplissement d'une transaction]**.

Seules les personnes habilitées du service **[préciser le service – par exemple le service clientèle]** auront accès à cet enregistrement.

[S'il y a un transfert de données hors UE] Les données sont transférées vers un pays tiers adéquats **[le nommer]** / Les données sont transférées vers un pays tiers non adéquats via **[définir le mécanisme de transfert prévu présentant des garanties appropriées]**.

Les enregistrements ne seront pas conservés plus de six mois, tandis que d'éventuels comptes-rendus issus des enregistrements des appels pourront être conservés pendant un an (avec suppression immédiate des enregistrements initiaux dans cette situation).

Conformément à la réglementation en vigueur, vous disposez des droits d'accès, de rectification et d'effacement des données et d'un droit de limitation du traitement.

Vous pouvez également vous opposer à l'enregistrement de la conversation de la manière suivante : **[préciser la procédure à suivre, appui sur une touche téléphonique, demande à formuler à l'opérateur...]**

Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le traitement de vos données personnelles, votre demande doit être exercée auprès **[noms et coordonnées (postale, électronique, téléphonique) du DPO / du référent RGPD / de l'avocat responsable de traitement en charge de l'exercice de ces droits]** ou directement via ce formulaire **[si formulaire d'exercice des droits mis en place par le cabinet]**.

En cas de difficultés, vous pouvez saisir la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) d'une réclamation.

Mentions d'information en cas de prospection commerciale électronique par collecte des données au sein d'un formulaire (cas prospect – B to C)

Notre cabinet (**[coordonnées postale et mail]**) met en œuvre un traitement de données à caractère personnel, dont il est responsable, afin de lui permettre d'assurer la gestion de la prospection pour vous tenir informés des activités du cabinet et des dernières actualités le concernant et gérer les oppositions à la réception desdites communications. C'est pourquoi nous recueillons les données nécessaires aux fins de vous adresser lesdites communications et de gérer vos oppositions (**civilité, nom, prénom, ville [uniquement justifiée par des actualités ou annonces régionales]**, adresse e-mail, opposition éventuelle).

Le traitement lié à l'envoi des prospections électroniques est fondé sur votre consentement, matérialisé par une case à cocher dans le formulaire de collecte. Vous pourrez le retirer à tout moment **[moyen du retrait à exposer]**. S'agissant de la gestion de la liste des oppositions, le traitement est fondé sur nos obligations légales.

Les données sont conservées jusqu'à ce que vous nous informiez de votre souhait de ne plus recevoir les communications du cabinet et au plus tard 3 ans à compter du dernier contact que vous avez pu mettre en œuvre à destination du cabinet. En cas de retrait de votre consentement, nous conservons vos données d'opposition pendant une durée de 3 ans sans possibilité d'utiliser les données à d'autres fins que la conservation de cette preuve et la gestion de la liste d'opposition.

Les données collectées sont obligatoires. A défaut, nous ne pourrons pas vous adresser nos lettres d'information.

Ces données sont destinées aux services habilités de notre cabinet **[à compléter]**.

Conformément à la règlementation en vigueur, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des données vous concernant, ainsi que d'un droit de limitation du traitement et un droit d'opposition pour motif légitime et à la prospection.

Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le traitement de vos données personnelles, votre demande doit être exercée auprès **[noms et coordonnées (postale, électronique, téléphonique) du DPO / du référent RGPD / de l'avocat responsable de traitement en charge de l'exercice de ces droits]** ou en cliquant sur le lien de désabonnement en bas de notre lettre d'information.

En cas d'insatisfaction, vous pourrez déposer une plainte auprès de la CNIL, directement sur son site internet.

Mentions d'information en cas de prospection commerciale par voie postale pour les personnes n'ayant pas manifesté d'opposition

Notre cabinet (**[coordonnées postale et mail]**) met en œuvre un traitement de données à caractère personnel, dont il est responsable, afin de lui permettre d'adresser des publicités par courrier postal auprès de nos prospects qui ne s'y sont pas opposés sur des services proposés par notre cabinet et gérer les oppositions à la réception desdites communications.

Ces traitements sont fondés sur notre intérêt légitime à promouvoir nos activités et attirer de nouveaux clients ainsi que sur nos obligations légales pour la gestion des oppositions.

C'est pourquoi nous recueillons les données nécessaires aux fins de vous adresser lesdites communications et de gérer vos oppositions (civilité, nom, prénom, adresse postale, opposition éventuelle).

Ces données sont conservées jusqu'à ce que vous nous informiez de votre souhait de ne plus recevoir les communications du cabinet et au plus tard 3 ans à compter du dernier contact que vous avez pu mettre en œuvre à destination du cabinet. S'agissant des oppositions, nous conservons vos données pendant une durée de 3 ans à compter de l'opposition formulée.

Les données collectées sont obligatoires. A défaut, nous ne pourrons pas exécuter nos missions.

Ces données sont destinées aux services habilités de notre cabinet **[à compléter]**.

Vous pouvez toutefois vous opposez à la réception de la prospection en cochant la case prévue à cet effet.

Conformément à la réglementation en vigueur, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des données vous concernant, ainsi que d'un droit de limitation du traitement et un droit d'opposition pour motif légitime et à la prospection.

Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le traitement de vos données personnelles, votre demande doit être exercée auprès **[noms et coordonnées (postale, électronique, téléphonique) du DPO / du référent RGPD / de l'avocat responsable de traitement en charge de l'exercice de ces droits] ou directement via ce formulaire [si formulaire d'exercice des droits mis en place par le cabinet]**.

En cas d'insatisfaction, vous pourrez déposer une plainte auprès de la CNIL, directement sur son site internet. »

Mentions d'information en cas de prospection commerciale électronique pour des services analogues à ceux qui ont été sollicités par le client

Notre cabinet (**[coordonnées postale et mail]**) des traitements de données à caractère personnel, dont il est responsable, afin de lui permettre d'assurer la gestion de la mission de conseil ou de représentation que vous lui avez confié, de notre comptabilité et facturation, ainsi que l'envoi de communication en lien avec des services analogues pour vous tenir informés des activités du cabinet et des dernières actualités le concernant.

Ces traitements sont fondés sur :

- l'exécution de notre convention d'honoraires en ce qui concerne la gestion de la mission de conseil ou de représentation que vous nous avez confiés ;
- le respect de nos obligations légales, notamment déontologiques, comptables, fiscales et sociales en ce qui concerne le suivi de la facturation et la comptabilité ;
- notre intérêt légitime à promouvoir nos activités auprès de nos clients en ce qui concerne l'envoi de prospections,
- la gestion des oppositions à la réception des communications.

C'est pourquoi nous recueillons les données permettant de vous identifier (civilité, nom, prénom, adresse, adresse de livraison, numéro de téléphone, adresse électronique, date de naissance), de vous conseiller ou de vous représenter (données concernant votre affaires), vos données de paiement (à compléter), les données nécessaires à la réalisation des actions de prospection (nom, prénom et adresse e-mail) et celles relatives à votre opposition.

Ces données sont conservées :

- dans le cadre de la gestion de notre mission de conseil ou de représentation : pendant toute la durée de la relation et jusqu'à épuisement des délais de prescription ;
- dans le cadre de la gestion de la facturation et de la comptabilité : pendant toute la durée de la relation et pendant 10 ans au titre de nos obligations légales ;
- dans le cadre de la prospection commerciale : jusqu'à ce que vous nous informiez de votre souhait de ne plus recevoir les communications du cabinet et au plus tard 3 ans à compter du dernier contact que vous avez pu mettre en œuvre à destination du cabinet ;
- dans le cadre de l'opposition à la prospection commerciale : 3 ans à compter de l'opposition.

Les données collectées sont obligatoires. A défaut, nous ne pourrons pas exécuter nos missions. Ces données sont destinées aux services habilités de notre cabinet **[à compléter]**. Vous pouvez toutefois vous opposez à la réception de la prospection en cochant la case prévue à cet effet.

Conformément à la réglementation en vigueur, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des données vous concernant, ainsi que d'un droit de limitation du traitement et un droit d'opposition pour motif légitime et à la prospection.

Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le traitement de vos données personnelles, votre demande doit être exercée auprès **[noms et coordonnées (postale, électronique, téléphonique) du DPO / du référent RGPD / de l'avocat responsable de traitement en charge de l'exercice de ces droits]** ou en cliquant sur le lien de désabonnement en bas de notre lettre d'information.

En cas d'insatisfaction, vous pourrez déposer une plainte auprès de la CNIL, directement sur son site internet.

Modèle de page de données personnelles pour le site internet du cabinet

[La page est destinée à informer les visiteurs et utilisateurs du site internet des traitements de données mis en œuvre via l'espace numérique, voire de l'ensemble des traitements externes du cabinet. Elle doit être accessible à partir de n'importe quel endroit du site, de manière suffisamment visible (par exemple via un lien pérenne dans le menu de pied de page) et compréhensible (intitulé clair tel « Gestion des données personnelles », « Données personnelles », « Politique de confidentialité », etc.).]

1. RESPONSABLE DE TRAITEMENT

Le responsable des traitements opérés via le site internet [<https://www.nomdusite.com>] est le **cabinet** dont le siège est situé [adresse postale], inscrit au répertoire SIRENE sous le numéro [numéro SIRENE] et dont le numéro de SIRET est : [numéro SIRET] - code APE : 6910Z (activités juridiques – affaire personnelle profession libérale).

2. DÉLÉGUÉ(E) À LA PROTECTION DES DONNÉES / REFERENT(E) RGPD

Le cabinet a désigné un [Délégué à la protection des données (DPO) / un référent RGPD] dont les coordonnées sont les suivantes : [coordonnées postale et mail]

[Le cas échéant] Ce délégué à la protection des données est en charge notamment de conseiller, informer et contrôler le respect de la réglementation en matière de protection des données. Il sera votre point de contact privilégié pour l'exercice de vos droits (ci-après).

3. FINALITES DES TRAITEMENTS

Les traitements de données à caractère personnel mis en œuvre via le site internet [<https://www.nomdusite.com>] sont [à modifier ci-dessous selon les situations] :

- la réponse aux questions posées via le formulaire de contact, sur la base du consentement des personnes,
- la gestion des rappels pour des personnes ayant demandé à être contacté par téléphone, sur la base du consentement des personnes,
- l'établissement d'un devis et la constitution de propositions commerciales chiffrées, sur la base de l'exécution de mesures précontractuelles,
- l'abonnement des prospects aux lettres d'information du cabinet, sur la base du consentement,
- l'abonnement des clients aux lettres d'information du cabinet, sur la base de l'intérêt légitime du responsable de traitement de tenir informés ses clients de ses activités et des dernières actualités le concernant, ...

4. DESTINATAIRE DES DONNEES

[Option 1 : L'avocat(e) responsable de traitement, responsable du site, est seul(e) destinataire des données envoyées par les utilisateurs et clients.]

[Option 2 : Les données sont traitées par les personnels strictement habilités du cabinet.]

Ces données ne sont pas transmises à des partenaires ou tiers ni utilisées à des fins non prévues, sauf indication contraire et information contraire. Aucune information personnelle autre que celles demandées dans ce cadre n'est collectée à l'insu des personnes concernées.

5. DONNEES OBLIGATOIRES, DONNEES FACULTATIVES

Seules les données strictement nécessaires à la mise en œuvre des traitements sont demandées auprès des utilisateurs et collectées (principe de minimisation).

[Description des données obligatoires et justifications]

6. DUREES DE CONSERVATION

Les données recueillies sont conservées **[à modifier ci-dessous selon les situations]** :

- pour les clients dans le cadre de la gestion de leurs dossiers : 1 an après la fin de la relation en base active et 4 ans en archives à compter de la fin de la relation,
- pour les clients et prospects dans le cadre de l'abonnement aux lettres d'information : 3 ans maximum à compter de leur collecte par le responsable de traitement ou du dernier contact émanant du prospect,
- pour les utilisateurs ayant posé une question via le formulaire de contact ou ayant demandé à être rappelé : 1 an après l'envoi de la demande, ...

7. TRANSFERT DE DONNEES EN DEHORS DE L'UNION EUROPEENNE

[Option 1 : Les données collectées via les traitements de données à caractère personnel du présent site ne font l'objet d'aucun transfert en dehors du territoire de l'Union Européenne.]

[Option 2 : Les données collectées via les traitements de données à caractère personnel du présent site font l'objet de transfert vers des pays tiers en dehors du territoire de l'Union Européenne ayant bénéficié d'une décision d'adéquation de la Commission européenne.]

[Option 3 : Les données collectées via les traitements de données à caractère personnel du présent site font l'objet de transfert vers des pays tiers en dehors du territoire de l'Union Européenne présentant des garanties appropriées – décrire ces garanties.]

8. SECURISATION DES DONNEES

[A adapter suivant la situation] Les données transitant par le site font l'objet d'une attention de tous les instants quant à leur sécurité et leur confidentialité. Outre un site web en HTTPS, l'accès aux comptes administrateurs [et/ou comptes utilisateurs] du site est possible via des mots de passe robustes et un système d'authentification multifacteurs. Il est en de même pour la boîte mail réceptacle des données personnelles des utilisateurs et clients.

Également, le site web [<https://www.nomdusite.com>] est équipé de nombreux modules de sécurité empêchant au maximum les intrusions malveillantes et les fuites de données.

9. DROITS DES PERSONNES CONCERNÉES

Conformément à la loi n°78-18 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée ainsi qu'au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et notamment dans ses articles 15 et suivants, l'utilisateur de ce site bénéficie en fonction des cas des droits d'accès, de rectification, d'effacement et de portabilité portant sur les données le concernant ainsi que des droits de limitation et d'opposition sur les traitements opérés via le site du cabinet.

Les personnes peuvent exercer ces droits sur leurs données en envoyant un e-mail ou bien un courrier postal adressé à : **[adresses postale et mail du cabinet ou lien vers un formulaire de contact dédié]**.

10. RECLAMATION

L'utilisateur de ce site ou le client de l'avocat peut à tout moment saisir la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL), autorité de contrôle française, et introduire une réclamation en écrivant à CNIL – 3 place de Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07, ou directement en ligne à l'adresse : www.cnil.fr/plaintes.

En cas de défaut de réponse du responsable de traitement à l'exercice des droits "Informatique et Libertés" (comme le droit d'accès à ses données, cf. supra), en cas d'atteinte manifeste aux règles de protection des données personnelles par le responsable de traitement.

GESTION DES COOKIES

Le site internet [<https://www.nomdusite.com>] utilise des cookies (traceurs). Ce sont de petits fichiers informatiques déposés sur votre terminal lors de votre visite sur le site. **La plupart des cookies utilisés sur ce site web sont nécessaires à la navigation et au bon affichage du présent site, tandis que quelques autres recueillent des statistiques de visites anonymes. [A adapter suivant la situation :]**

I/ COOKIES TECHNIQUES EXEMPTES DE CONSENTEMENT PREALABLE

Des cookies ont pour finalités de permettre :

- une navigation et un affichage des pages optimaux sur notre site,
- une meilleure sécurisation de notre plateforme,
- une analyse et une mesure de la fréquentation des pages du site,
- la gestion du dépôt des cookie tiers, ...

L'utilisation de ces traceurs ne requiert pas votre consentement selon l'article 32 II de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978.

Vous pouvez néanmoins les désactiver à tout moment en vous rendant sur le nombre symbolisant les cookies déposés dans votre navigateur web en bas à droite de chaque page puis en cliquant sur la croix rouge de suppression à gauche de chaque entrée.

NOM	FINALITÉ	DUREE DE CONSERVATION
xxxx	xxxx	xx mois / an

II/ COOKIES TIERS REQUERANT VOTRE CONSENTEMENT PREALABLE

Des cookies ont pour finalités de permettre :

- une analyse et une mesure de la fréquentation des pages du site,
- l'insertion de boutons de partage de réseaux sociaux,
- la géolocalisation des utilisateurs,
- l'intégration de contenus audiovisuels provenant de sites de vidéos en ligne,
- l'ajout d'encarts de publicité ciblée, ...

Par défaut, les traceurs sont désactivés par défaut sur ce site. **Vous pouvez les autoriser en cliquant sur [modalités d'acceptation des cookies].**

Vous pourrez à tout moment revenir sur votre choix et donner / retirer votre consentement en vous rendant sur [modalités de réversibilité du consentement].

NOM	FINALITÉ	DUREE DE CONSERVATION
xxxx	xxxx	xx mois / an

[Version mise à jour le 25 mai 2023]

Mentions d'information pouvant être affichées ou lues aux personnes se rendant au cabinet pour un premier rendez-vous (affichette) / reportées en signature de mail pour les échanges avec les clients

Les informations collectées sont enregistrées dans un fichier **[papier/informatisé]** par le cabinet **[identité et coordonnées du cabinet responsable de traitement]** pour la gestion des dossiers de ses clients (consultation, rédaction d'actes juridiques, plaidoiries...) sur la base de l'exécution de mesures précontractuelles ou d'un contrat.

La collecte de ces données est nécessaire au bon traitement de votre demande, pour répondre au mieux à vos questions et pour un suivi optimal de votre dossier.

Les données collectées ne seront communiquées qu'à **[destinataires]**.

Les données sont conservées 5 ans après la fin de la relation entre le client et l'avocat.

[S'il y a un transfert de données hors UE] Les données sont transférées vers un pays tiers adéquats **[le nommer]** / Les données sont transférées vers un pays tiers non adéquats via **[définir le mécanisme de transfert prévu présentant des garanties appropriées]**.

Conformément à la réglementation en vigueur, vous pouvez accéder aux données vous concernant, les rectifier, demander leur effacement ou leur portabilité ou exercer votre droit à la limitation du traitement de vos données.

Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le traitement de vos données personnelles, votre demande doit être exercée auprès **[noms et coordonnées (postale, électronique, téléphonique) du DPO / du référent RGPD / de l'avocat responsable de traitement en charge de l'exercice de ces droits]** ou directement via un formulaire **[si formulaire d'exercice des droits mis en place par le cabinet]**.

En tout état de cause, vous avez la possibilité de contacter la CNIL ou de consulter le site cnil.fr pour plus d'informations sur l'étendue de vos droits et introduire une réclamation le cas échéant.